



Arrêt

**n° 127 706 du 31 juillet 2014
dans l'affaire X / I**

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA le CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 8 novembre 2013 par X, qui déclare être de nationalité malienne, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 10 octobre 2013.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 13 novembre 2013 avec la référence 36814.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 24 juin 2014 convoquant les parties à l'audience du 15 juillet 2014.

Entendu, en son rapport, O. ROISIN, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me A. HAEGEMAN loco Me I. KEIRSEBILCK, avocat, et S. RENOIRTE, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

«A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité malienne et d'appartenance ethnique peule. Vous êtes arrivé dans le Royaume en date du 14 octobre 2010 et avez introduit une demande d'asile le même jour.

Vous êtes né en 1990 à Bamako. Vous êtes célibataire, sans enfant, et n'avez jamais été à l'école. Vous exercez la profession de soudeur et habitez dans le quartier de Nafadji à Bamako.

En 2008, vous créez une association appelée Ndembagnouma dans le cadre de laquelle vous rencontrez de nombreuses jeunes femmes. Vous vous réunissez à votre domicile, discutez des problèmes de la vie quotidienne et écoutez et jouez de la musique.

Le 21 septembre 2010, vous organisez une fête dans le quartier Dabani à Bamako. Au cours de cette fête, vous débattiez avec les femmes de Dabani au sujet des avantages et désavantages de la pratique de l'excision. Vous prenez position contre cette pratique. Des vieux du quartier désapprouvent vos paroles et vous obligent à aller jurer devant le fétiche Mandé. Vous prenez peur car vous savez que vous risquez la mort au contact de ce fétiche. Des jeunes du quartier vous jettent des pierres et vous font fuir. Le lendemain, vous commencez à saigner des dents. Vous vous rendez au poste de police du 6ème arrondissement avec une amie membre de votre association mais le policier qui vous y reçoit se moque de vous.

Le même jour, des hommes se présentent chez vous à votre recherche. Vous vous réfugiez alors chez un ami nommé [K.]. Cet ami vous aide à quitter le pays. Vous vendez une parcelle appartenant à votre mère pour financer votre voyage et vous attirez des ennuis avec des voisins qui contestent vos droits sur cette terre.

Vous prenez l'avion à Bamako en date du 13 octobre 2010 et arrivez en Belgique le lendemain. Depuis votre arrivée en Belgique, vous avez repris contact avec votre grand-mère et celle-ci vous a envoyé des documents pour prouver votre identité.

Le 13 janvier 2012, le CGRA rend une décision négative dans votre dossier. Vous introduisez un recours contre cette décision devant le Conseil du Contentieux des Etrangers (CCE). Par son arrêt n°80 140 du 25 avril 2012, le CCE annule la décision du CGRA en demandant de procéder à des mesures d'instruction complémentaires portant sur la situation sécuritaire dans votre pays.

B. Motivation

Après avoir analysé votre dossier, le Commissariat général (CGRA) n'est pas convaincu que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951 ou en raison d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

En effet, vous déclarez craindre pour votre vie en cas de retour dans votre pays car vous auriez reçu un mauvais sort du fétiche Mandé suite à votre prise de position contre l'excision au cours de festivités organisées à Dabani. Vous expliquez que le lendemain de votre présence à Dabani, vous avez commencé à saigner des dents et êtes persuadé qu'il s'agit là d'une première conséquence du sort jeté contre votre personne (CGRA, audition du 6 janvier 2012, p. 10-11). Vous expliquez aussi avoir fui votre maison après que des hommes s'y soient présentés à votre recherche.

A la question de savoir pourquoi les vieux féticheurs s'intéresseraient encore à vous alors que votre présence dans leur quartier n'a été que ponctuelle et que, comme vous le déclarez, de nombreuses autres personnes prennent la parole pour dénoncer les dangers de l'excision au Mali (idem, p. 8 et 15), vous répondez que ce ne sont pas les vieux que vous craignez mais le fétiche mandé qui « est présent partout » (CGRA, audition du 6 janvier 2012, p. 16). Le CGRA constate ici que votre crainte de subir les conséquences d'un mauvais sort jeté par un fétiche ne peut être considérée comme une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou comme un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies dans la loi qui définit la protection subsidiaire.

En effet, cette crainte est strictement subjective et ne repose sur aucun fondement concret.

Or, si le guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés édité par le HCR stipule dans son paragraphe 40 que l'élément subjectif de la crainte doit être pris en considération, il précise que cette « crainte doit être raisonnable » compte tenu des « antécédents personnels et familiaux du demandeur, de son appartenance à tel ou tel groupe racial, religieux, national, social ou politique, de sa propre interprétation de sa situation et de son expérience personnelle (idem, § 41)».

Or, il ressort de vos propos que la crainte que vous invoquez n'est nullement raisonnable dans ce sens. Vous expliquez en effet n'avoir jamais eu de problèmes dans votre pays (idem, p. 12) avant votre participation à un débat improvisé sur l'excision lors d'une fête organisée à Dabani. Vous déclarez être condamné à mourir en cas de retour au Mali uniquement parce que vous avez pris la parole lors de ces festivités pour dénoncer les dangers de l'excision (idem, p. 11). Vous expliquez que les vieux du village ont condamné vos propos et vous ont jeté un sort pour cette raison.

Le CGRA estime ici qu'il n'est pas vraisemblable de penser que des vieux de Dabani pourraient menacer votre vie uniquement parce que vous avez dénoncé les risques de l'excision lors d'une discussion avec des jeunes filles de ce quartier et ce, alors que, d'après vos dires et d'après les informations objectives jointes à votre dossier, cette discussion fait partie du débat public et politique malien depuis plusieurs années. Un Plan d'Action National (PNLE) pour l'Abandon de la Pratique de l'Excision a été mis sur pied en 2002 par le monde politique malien et est bien suivi jusqu'à présent et de nombreuses associations militent pour sensibiliser la population aux dangers de l'excision. Que vous soyez victime de l'acharnement de vieux féticheurs dont vous ne connaissez même pas le nom (idem, p. 9) uniquement pour avoir mentionné les risques de l'excision n'est donc pas du tout crédible.

Quant à votre crainte de subir les conséquences d'un sort jeté par un fétiche contre votre personne, cette crainte n'est nullement rationnelle et ne repose sur aucun fondement concret ; elle n'est nourrie par aucun antécédent qui la rendrait raisonnable au sens du guide des procédures. En outre, le Commissariat général fait remarquer qu'il n'est pas en mesure, dans le cadre de son travail, d'identifier et encore moins d'établir la portée de ces menaces d'origine spirituelles. Dès lors et à supposer les faits établis, le Commissariat général ne voit pas en quoi l'Etat belge qui assure une protection de nature juridique aux réfugiés peut vous protéger contre des menaces qui relèvent du domaine occulte ou spirituel.

Les documents que vous déposez à l'appui de votre dossier, à savoir les copies de votre carte d'identité et de celle de votre mère, les versions originales de votre extrait d'acte de naissance et de celui de votre mère et des documents relatifs à une parcelle appartenant à votre mère, ne modifient nullement les considérations reprises ci-dessus.

Vos documents d'identité et ceux de votre mère prouvent votre identité et votre nationalité, mais n'étaient nullement la crainte de persécution que vous invoquez.

Les documents relatifs à la parcelle de votre mère indiquent tout au plus que votre mère est propriétaire d'une parcelle mais n'attestent aucunement du conflit foncier qui vous aurait opposé à vos voisins.

Au vu de tous ces éléments, le CGRA conclut qu'il n'est pas possible d'établir l'existence, en votre chef, d'une crainte de persécution au sens prévu par la Convention de Genève.

Par ailleurs, le Commissariat général n'aperçoit pas dans les éléments du dossier administratif d'indice permettant de conclure qu'il y a de sérieux motifs de croire que, si vous étiez renvoyé dans votre pays d'origine, vous encourriez un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980.

Dès lors que les faits allégués à la base de votre demande d'asile ne sont pas tenus pour crédibles, il n'existe, en effet, pas de « sérieux motifs de croire » que vous « encourriez un risque réel » de subir, en raison de ces mêmes faits, « la peine de mort ou l'exécution » ou « la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants [...] dans votre pays d'origine », au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b), de ladite loi.

Le Commissariat général estime par ailleurs, au vu des informations dont il dispose et qui sont versées au dossier administratif, que la situation prévalant actuellement au Mali ne permet pas de conclure à l'existence au Mali, d'un conflit armé et d'un contexte de violence aveugle au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980.

Dans son arrêt *Elgafaji*, la Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après CJUE) considère que la notion de « violence aveugle » contenue dans l'article 15, point c), de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection

internationale, et relatives au contenu de ces statuts, doit être comprise comme une violence qui peut s'étendre à des personnes sans considération de leur situation personnelle, « lorsque le degré de violence aveugle caractérisant le conflit en cours atteint un niveau si élevé qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'un civil renvoyé dans le pays ou la région concernés courrait du seul fait de sa présence sur leur territoire, un risque réel de subir des menaces graves » (C.J.U.E., 17 février 2009 (Elgafaji c. Pays-Bas), C-465/07, Rec. C.J.U.E., p. I-00921).

Les informations reprises dans le document émanant du centre de documentation du Commissariat général (ci-après dénommé Cedoca), intitulé « COI Focus Mali – Situation sécuritaire actuelle » et daté du 27 août 2013, font état d'une situation normalisée d'un point de vue sécuritaire et dépourvue de violence aveugle sur toute l'étendue du territoire du Mali.

Alors que l'élection présidentielle était initialement prévue en avril 2012, le renversement du président malien Amadou Toumani Touré en mars 2012 par un coup d'Etat fut l'élément déclencheur de la crise politique malienne. Ce coup d'Etat orchestré par des officiers de l'armée malienne était motivé entre autres par l'inaction du président face à la rébellion Touareg du MNLA (Mouvement national pour la Libération de l'Azawad) dans le nord du Mali. Ce mouvement indépendantiste Touareg a rapidement gagné en importance, les rebelles Touaregs et des groupes islamistes (Ansar Dine, MUJAO, AQMI) se sont alliés et ont pris le contrôle des trois grandes villes de la région, sans rencontrer de résistance notable de la part de l'armée malienne, mal équipée et désorganisée. La Sharia est alors imposée dans plusieurs villes.

Une guerre fratricide oppose ensuite dès le mois de juin 2012 le MNLA et ces formations islamistes d'Ansar al-Dine (dirigé par le chef de clan touareg Iyad Ag Ghaly), du MUJAO (Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest) et d'AQMI (Al-Qaida au Maghreb Islamique). Le MNLA a alors annoncé un cessez-le-feu et proclamé l'indépendance dans la partie nord du Mali le 6 avril 2012.

En août 2012, un nouveau gouvernement d'unité nationale composé de civils et de militaires est mis en place, dans l'espoir d'effectuer la transition vers un gouvernement civil à part entière. Celui-ci sollicite une intervention militaire de la part de la CEDEAO. D'autres villes du Nord tombent aux mains des islamistes, qui progressent dangereusement vers le Sud. La CEDEAO décide en novembre d'envoyer une force militaire d'intervention en vue d'enrayer l'avancée des rebelles, mais cette force n'est pas attendue avant plusieurs mois.

En décembre 2012, le premier ministre par intérim est arrêté à Bamako par les militaires à l'origine du coup d'Etat de mars 2012, car il était devenu un point de blocage selon les putschistes. Il est directement remplacé par un nouveau premier ministre civil.

Le 11 janvier 2013, la France intervient au Mali (opération Serval). En quelques semaines, les principales villes du Nord sont reprises et les islamistes se replient. Tombouctou, Mopti, et Gao sont reprises. En mars 2013, des combats sporadiques opposent encore l'armée française et des rebelles islamistes d'Aqmi et du MUJAO dans le massif des Ifoghas au nord de la ville de Kidal.

A cette époque précise, aucun acte de violence généralisée dans les régions du sud et de l'ouest du Mali (Bamako, Kayes) n'est relevé. Les écoles de ces régions sont ouvertes, la population vaque à ses occupations habituelles, les activités commerciales ont repris, des travaux d'infrastructures importants sont réalisés, de même que certains grands événements sportifs sont organisés à Bamako.

De nombreuses sources font alors état d'une partition du pays en deux zones, la zone Sud (les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso et le district de Bamako composent la partie sud du pays, auquel on rattache parfois également la région centrale de Mopti, et représentent la plus grande partie de la population) étant qualifiée de zone dans laquelle il n'y a ni combats ni incidents majeurs, et la zone Nord (les régions de Gao, Tombouctou et Kidal sont peu peuplées et situées dans le nord du pays et ne représentent que 10% de la population totale du pays), théâtre de combats qui opposent les rebelles aux forces coalisées.

En avril 2013, Kidal, seule ville du Nord restée aux mains des islamistes, est reprise par l'armée française, sans le concours de l'armée malienne, car les rebelles du MNLA revendiquent le contrôle de Kidal qu'ils considèrent comme faisant partie de leur « Etat touareg de fait ».

Le 18 juin 2013, le gouvernement de transition signe avec les rebelles du MNLA et du HCUA (Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad) les Accords d'Ouagadougou. Ceux-ci prévoient entre autres la fin des hostilités ainsi que le retour de l'armée et de l'administration civile à Kidal. Une décision définitive devra être prise quant au statut de l'Azawad après l'élection présidentielle.

Le 27 juin 2013, les deux factions de l'armée malienne, profondément divisées depuis le coup d'Etat de mars 2012 se réconcilient. Toutes les personnes arrêtées dans le cadre de ce différend sont libérées.

Le 6 juillet 2013, l'armée malienne fait son retour à Kidal et élargit au fil des semaines sa présence dans les régions du nord du pays.

L'Etat d'urgence est levé le même jour dans tout le pays.

Comme relevé supra, la situation dans le Sud du pays est stable et aucun acte de violence généralisé n'a été relevé depuis l'intervention française de janvier 2013. Ce constat s'applique toujours à l'heure actuelle.

Quant au Nord du pays (Gao, Tombouctou, Kidal), la situation sécuritaire s'est manifestement et durablement améliorée. L'administration a fait son retour depuis le mois de mai et ses services fonctionnent. La reprise des services sociaux de base se poursuit et le personnel enseignant et sanitaire retourne progressivement dans le nord. De nombreuses écoles ont rouvert dans toutes les grandes villes (Gao, Tombouctou, Kidal). Le système de santé, le système scolaire, l'agriculture, le logement et les services de sécurité ont été rétablis à Tombouctou et à Gao. Les organisations humanitaires sont présentes dans les trois régions du nord.

Des milliers de réfugiés et de déplacés internes sont rentrés chez eux ou sont en passe de le faire.

L'élection présidentielle à deux tours (28 juillet et 11 août) s'est déroulée sans incidents notables dans toutes les villes du pays avec un taux de participation très important dans certaines villes du Nord (Gao et Tombouctou).

Les groupes armés (Mujao, Aqmi etc.) n'ont plus la capacité de mener des opérations à grande échelle et se limitent à des attaques « asymétriques ». Il s'agit principalement d'attentats suicide ou d'attaques contre des bases militaires ou des soldats.

D'un point de vue politique, après la déroute des rebelles islamistes, une commission nationale de vérité et de réconciliation est mise en place en mars 2013 par le gouvernement malien, dans l'optique de rechercher par le dialogue la réconciliation entre toutes les communautés maliennes. Cette commission est également chargée de recenser les forces politiques et sociales concernées par le processus de dialogue de réconciliation, soit de discuter avec l'ensemble des communautés nationales de la vie et de l'avenir de la Nation.

Un nouveau président est entré en fonction. Les rebelles du MNLA ont signé avec le gouvernement de transition les Accords de Ouagadougou qui prévoient la prise d'une solution définitive quant à l'Azawad dans les mois qui suivent l'élection présidentielle. Les deux factions rivales de l'armées, à l'origine du coup d'Etat se sont réconciliées. Tous ces indicateurs établissent de que la situation politique au Mali est stabilisée.

Il ressort dès lors des informations dont dispose le Commissariat général, que quand bien même il subsiste à Kidal des tensions ethniques entre Touaregs et Noirs ou encore des tensions politiques entre partisans d'un Etat Malien unitaire et partisans d'un Etat Touareg indépendant, la situation sur toute l'étendue du territoire du Mali ne correspond pas actuellement à un contexte de violence aveugle s'inscrivant dans un contexte de conflit armé tel que l'on puisse conclure qu'il existe à l'heure actuelle des motifs sérieux et avérés de croire qu'un civil qui y serait renvoyé, courrait, du seul fait de sa présence sur le territoire de cet État, un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête introductive d'instance

2.1 Dans la requête, la partie requérante confirme pour l'essentiel les faits tels qu'ils sont exposés dans la décision entreprise.

2.2 La partie requérante conteste en substance la motivation de l'acte attaqué.

2.3 En termes de dispositif, la partie requérante demande au Conseil de déclarer le recours recevable et fondé, et partant, *« D'annuler la décision du CGRA et attribuer le statut de réfugié au moins le statut de protection subsidiaire au requérant »* (requête, p. 5).

3. Nouvel élément

3.1 En annexe d'une note complémentaire datée du 4 juillet 2014, la partie défenderesse a déposé au dossier une version actualisée au 3 février 2014 d'un document émanant de son service de documentation intitulé « COI Focus - Mali - Situation sécuritaire actuelle ».

4. Rétroactes

4.1 Le requérant a introduit une première demande d'asile le 14 octobre 2010 qui a fait l'objet, le 11 janvier 2012, d'une décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides lui refusant la qualité de réfugié et le statut de protection subsidiaire en raison, principalement, du fait qu'il ne démontrait pas le bien-fondé de la crainte de persécution qu'il invoquait en cas de retour au Mali. Le 10 février 2012, la partie requérante a introduit un recours contre cette décision devant le Conseil, lequel a, par un arrêt n° 80 140 du 25 avril 2012, procédé à l'annulation de la décision susvisée.

Dans cet arrêt, le Conseil a rappelé que *« Il est de notoriété publique que la situation politique est extrêmement troublée au Mali. Cette situation est de nature à influencer sur l'évaluation de la crainte du requérant. Le Conseil rappelle, à cet égard, qu'en vertu de sa compétence de plein contentieux, il statue en tenant compte de la situation dans le pays de provenance du requérant. Le Conseil ne dispose cependant pas du pouvoir d'instruction nécessaire à la récolte d'informations précises sur la dégradation de la situation au Mali »*.

Partant, le Conseil a dès lors procédé à l'annulation de ladite décision en soulignant que les mesures d'instruction *« devraient porter sur les conséquences de l'évolution de la situation au Mali au regard de l'examen du bien-fondé de la demande d'asile du requérant, tant sous l'angle de l'article 48/3 que sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 »*.

4.2 Sans avoir procédé à une nouvelle audition du requérant, la partie défenderesse a à nouveau pris une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié et de refus d'octroi du statut de protection subsidiaire à son égard. Il s'agit en l'occurrence de la décision présentement attaquée devant le Conseil.

5. Examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

5.1 L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « la loi du 15 décembre 1980 »), en son paragraphe premier, est libellé comme suit : *« Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 »*.

Ledit article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, modifiée par son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, relatifs au statut des réfugiés (ci-après dénommée « la Convention de Genève ») précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne *« qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays »*.

5.2 Le Commissaire adjoint refuse de reconnaître la qualité de réfugié à la partie requérante pour différents motifs (voy. ci-avant « 1. L'acte attaqué »).

5.3 La partie requérante conteste en substance la motivation de la décision querellée au regard des circonstances de fait de l'espèce. Elle insiste en particulier sur deux éléments, à savoir le taux de prévalence des mutilations génitales au Mali, ainsi que la situation sécuritaire qui prévaut actuellement dans ce pays.

5.4 Le Conseil rappelle que dans le cadre d'un recours en plein contentieux, il jouit d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « *soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...]. Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision : la compétence de « confirmation » ne peut clairement pas être interprétée dans ce sens. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...]* » (v. Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/001, p. 95).

5.5 Il y a également lieu de rappeler que le principe général de droit selon lequel « *la charge de la preuve incombe au demandeur* » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p.51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique.

5.6 En l'espèce, le Conseil est d'avis que la motivation de la décision attaquée est pertinente et se vérifie à lecture du dossier administratif. En constatant que la partie requérante ne fournit aucune indication susceptible d'établir le bien-fondé des craintes qu'elle allègue en raison des problèmes qui auraient découlé de la participation du requérant à un débat où il aurait publiquement exposé son opposition à la pratique de l'excision, le Commissaire adjoint expose à suffisance les raisons pour lesquelles la partie requérante n'a pas établi qu'elle craint d'être persécutée en cas de retour dans son pays. Cette motivation est claire et permet à la partie requérante de comprendre les raisons du rejet de sa demande. À cet égard, la décision est donc formellement et adéquatement motivée.

5.7 Dès lors que le requérant a exposé avoir été persécuté à la suite de ses prises de parole en faveur de l'abandon de l'excision durant une fête de quartier, le Conseil considère que le Commissaire adjoint a pu à bon droit relever, d'une part, l'in vraisemblance des déclarations du requérant selon lesquels il connaîtrait des problèmes pour avoir abordé une problématique contre laquelle de nombreuses personnes s'élèvent dans son pays d'origine, et d'autre part, le manque de fondement de sa crainte alléguée envers le sort du fétiche Mandé dont il ferait l'objet.

Le Conseil estime que les motifs susvisés de la décision attaquée se vérifient à la lecture du dossier administratif, sont pertinents - notamment en ce qu'ils portent sur les éléments centraux du récit du requérant - et suffisent valablement à fonder la décision attaquée.

5.8 Le Conseil ne peut accueillir favorablement l'argumentation de la requête sur ces motifs spécifiques de la décision attaquée en ce qu'elle tend à éluder les imprécisions et invraisemblances relevées par la partie défenderesse mais n'apporte pas d'élément convaincant ou probant permettant de remettre en cause la motivation de la décision querellée et ne développe, en définitive, aucun moyen susceptible d'établir le bien fondé des craintes alléguées.

En effet, en ce que la partie requérante avance, d'une part, des considérations théoriques liées aux caractères objectif et subjectif d'une crainte de persécution au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2 de la Convention de Genève, elle n'apporte aucune critique sérieuse qui permettrait de remettre en cause la conclusion de la partie défenderesse quant au fait que la crainte invoquée par le requérant envers le fétiche Mandé est purement subjective et ne repose sur aucun fondement concret. Les craintes ainsi exprimées sont purement spéculatives. Le requérant ne fournit aucun élément tangible permettant

d'établir qu'il soit tombé malade - en l'espèce, qu'il aurait commencé à saigner des dents - en raison d'un mauvais sort qui lui aurait été jeté.

Le Conseil estime qu'il ressort d'une lecture du rapport d'audition du requérant que les craintes de ce dernier sont de l'ordre de l'immatériel, qu'il lui est impossible d'établir un lien de causalité objectif entre les affections dont le requérant affirme avoir souffert et un sort prétendument jeté sur lui par les vieux du quartier Dabani et qu'il ne peut tenir par conséquent pour établi que lesdites affections seraient le fait de tierces personnes. Partant, il ne peut dès lors être conclu raisonnablement que le requérant aurait fait l'objet de persécutions ou d'atteintes graves au sens de la loi du 15 décembre 1980.

D'autre part, en présentant des informations relatives au taux de prévalence des mutilations génitales féminines datant de 1997 et en insistant sur les réticences que peuvent rencontrer des campagnes de sensibilisation relatives à de telles pratiques ancestrales, la partie requérante n'explique pas davantage de manière concrète ou convaincante le manque de vraisemblance des déclarations du requérant quant aux problèmes qu'il aurait connus suite à sa dénonciation publique de la pratique de l'excision, et ce au regard des informations nombreuses et actuelles produites par la partie défenderesse quant au fait que les autorités maliennes ainsi que de nombreuses associations locales et nationales organisent des campagnes visant à dénoncer et à lutter contre de telles pratiques depuis de nombreuses années, comme en témoigne par exemple le plan d'action 2008-2012 du programme national de lutte contre l'excision (dossier administratif, farde 2^{ème} décision, pièce 6, document UNICEF intitulé « La lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes »).

5.9 Par ailleurs, en ce que le requérant soutient avoir connus des ennuis avec ses voisins à la suite de la vente d'une parcelle appartenant à sa mère, le Conseil ne peut que constater que le requérant s'est montré, durant son audition, incapable d'indiquer avec un tant soit peu de précision la teneur des problèmes ainsi allégués. Le requérant a d'ailleurs expressément indiqué, d'une part, que ces voisins ne l'ont ni menacé, ni agressé, et d'autre part, que les autres membres de sa famille, à savoir même sa mère (propriétaire de la parcelle), n'ont pas connu d'ennuis particuliers à la suite de cette vente immobilière (rapport d'audition du 6 janvier 2011, p. 16). Le Conseil estime en outre pouvoir rejoindre la motivation de l'acte attaqué relative aux documents relatifs à la parcelle de la mère du requérant qui figurent au dossier administratif, lesquels se limitent à indiquer le fait que sa mère serait propriétaire d'une parcelle mais ne font nullement mention d'une quelconque vente de cette terre et ne permettent dès lors pas davantage d'attester de l'existence d'un conflit foncier avec des voisins.

La partie requérante, dans la requête introductive d'instance, reste par ailleurs muette quant à cet aspect de la crainte alléguée par le requérant en cas de retour et quant à l'analyse faite des documents susvisés par la partie défenderesse.

5.10 En définitive, le Conseil estime que les importantes imprécisions et invraisemblances relevées dans la décision attaquée et dans le présent arrêt ne permettent pas de conclure au caractère fondé des craintes alléguées par le requérant sur la seule base de ses déclarations.

5.11 L'analyse des documents produits par la partie requérante - outre ceux relatifs à la parcelle de la mère du requérant, lesquels ont déjà fait l'objet d'un examen ci-dessus - ne permet pas de modifier une telle conclusion. En effet, le Conseil estime que les cartes d'identité du requérant et de sa mère ainsi que les extraits d'acte de naissance les concernant, s'ils permettent d'établir leur identité, élément nullement contesté en l'espèce, ne sont pas de nature à établir le bien-fondé des craintes alléguées par le requérant à l'appui de sa demande d'asile.

5.12 Enfin, en ce que la partie requérante sollicite le bénéfice du doute, le Conseil considère qu'il ne peut lui être accordé. Ainsi, le Conseil rappelle que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés recommande d'accorder le bénéfice du doute à un demandeur si son récit paraît crédible (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, § 196) et précise que le « *bénéfice du doute ne doit être donné que lorsque tous les éléments de preuve disponibles ont été réunis et vérifiés et lorsque l'examineur est convaincu de manière générale de la crédibilité du demandeur* » (Ibid., § 204). Aussi, l'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980 stipule également que « *Lorsque le demandeur d'asile n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres, il sera jugé crédible et le bénéfice du doute lui sera accordé si les conditions cumulatives sont remplies : a) le demandeur d'asile s'est réellement efforcé d'étayer sa demande ; c) les déclarations du demandeur d'asile sont jugées cohérentes et plausibles [...] ; [...] e) la crédibilité générale du demandeur a pu être établie* ». Le Conseil estime qu'en l'espèce, ces conditions ne sont

pas remplies, comme le démontrent les développements qui précèdent, et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'octroyer au requérant le bénéfice du doute qu'il revendique.

5.13 Au vu des développements qui précèdent, le Conseil considère que la partie requérante ne démontre pas en quoi le Commissaire adjoint a violé les dispositions légales citées dans la requête, ou n'a pas suffisamment et valablement motivé sa décision ; il estime au contraire que le Commissaire adjoint a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles il parvient à la conclusion que la partie requérante n'établit pas le bien-fondé des craintes alléguées.

5.14 Au vu de ce qui précède, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève. Cette constatation rend inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

6. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

6.1 L'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 énonce que le « *statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut bénéficier de l'article 9ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées au § 2 [...]* ».

Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, « *sont considérés comme atteintes graves :*

a) la peine de mort ou l'exécution ; ou

b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou

c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».

6.2 La partie requérante estime que le requérant pourrait être soumis à des traitements inhumains et dégradants en cas de retour au Mali.

Cependant, le Conseil constate qu'elle ne fonde pas sa demande d'octroi du statut de protection subsidiaire sur des faits ou des motifs différents de ceux qui sont à la base de sa demande du statut de réfugié. Dès lors, dans la mesure où il a déjà jugé, dans le cadre de l'examen de la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, que ces faits ou motifs manquent de fondement, le Conseil estime qu'il n'existe pas davantage d'élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements ou arguments, qu'il existerait de sérieuses raisons de croire qu'en cas de retour au Mali, la partie requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, §2 a) et b) du 15 décembre 1980.

6.3 Par ailleurs, le Conseil constate que la partie requérante souligne qu'il est de notoriété publique que la situation politique est toujours extrêmement troublée au Mali.

6.4 Sur ce point, la partie défenderesse a déposé, au dossier administratif, un rapport de son service de documentation, le Cedoca, intitulé « COI Focus - Mali – Situation sécuritaire actuelle », mis à jour au 27 août 2013 et dont une version incomplète, mais actualisée au 3 février 2014, figure en annexe d'une note complémentaire.

La partie défenderesse se fonde sur ce document pour conclure que « *quand bien même il subsiste à Kidal des tensions ethniques entre Touaregs et Noirs ou encore des tensions politiques entre partisans d'un Etat Malien unitaire et partisans d'un Etat Touareg indépendant, la situation sur toute l'étendue du territoire du Mali ne correspond pas actuellement à un contexte de violence aveugle s'inscrivant dans un contexte de conflit armé tel que l'on puisse conclure qu'il existe à l'heure actuelle des motifs sérieux et avérés de croire qu'un civil qui y serait renvoyé, courrait, du seul fait de sa présence sur le territoire de cet Etat, un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980* ».

Dans sa requête, la partie requérante conteste cette analyse et demande au Conseil de prendre en considération les positions du « Ministère des Affaires étrangères » et de l'organisation International Crisis Group auxquelles elle se réfère dans sa requête et dont elle reproduit des extraits.

6.5 En l'espèce, le Conseil considère que rien ne s'oppose à ce que le requérant retourne vivre dans la région de Bamako, d'où il est originaire et où il a toujours vécu. En effet, le Conseil ayant jugé que les craintes alléguées à l'appui de sa demande d'asile n'étaient ni vraisemblables ni fondées, il ne peut accorder foi aux déclarations du requérant selon lesquels il serait actuellement la cible de recherches menées à son encontre par des individus du quartier Dabani.

6.6 Pour le surplus, le Conseil constate que les informations reproduites dans la requête par la partie requérante, soit manquent d'actualité - dès lors qu'elles font état de la situation prévalant dans ce pays en 2012 -, soit portent principalement sur la situation prévalant dans le nord du Mali, situation à propos de laquelle les deux parties s'accordent pour dire qu'elle reste fragile. En revanche, ces informations ne permettent pas de contredire les constatations faites par la partie défenderesse - et basées sur de nombreuses sources nationales comme internationales - concernant la situation prévalant en particulier dans la région de Bamako (telle qu'elle est notamment détaillée à la page 45 de la version actualisée du document COI Focus précité du service de documentation de la partie défenderesse). En effet, en produisant des informations relatives à la situation des villes du Nord du Mali et à la résurgence, depuis la fin de l'année 2013, de certains groupes armés toujours dans les régions du nord du pays, la partie requérante ne fournit pas les arguments qui permettraient d'établir que la situation qui prévaut actuellement à Bamako puisse s'analyser comme une situation de « violence aveugle en cas de conflit armé » au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980. En tout état de cause, au vu des informations fournies par les parties, en dépit d'une situation sécuritaire fragile au nord du Mali qui doit inciter à faire preuve d'une grande prudence dans l'examen des demandes d'asile de personnes originaires de cette région du pays, il apparaît que le Commissaire adjoint a légitimement pu conclure à l'absence de violence aveugle dans la région d'origine du requérant, celle de Bamako.

Les conditions requises pour que trouve à s'appliquer l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980 dans la région d'origine du requérant font en conséquence défaut.

6.7 En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder à la partie requérante la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4, § 2, de la loi du 15 décembre 1980.

7. La demande d'annulation

7.1 La partie requérante semble enfin solliciter l'annulation de la décision attaquée. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

8. Dépens

8.1 Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Article 3

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente et un juillet deux mille quatorze par :

M. O. ROISIN,	président f. f., juge au contentieux des étrangers,
M. F. VAN ROOTEN,	greffier assumé.

Le greffier,

Le Président,

F. VAN ROOTEN

O. ROISIN